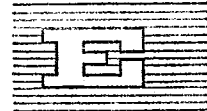


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/SR.1593
16 février 1981
FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1593ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 10 février 1981, à 10 heures

Président : M. CALERO RODRIGUES (Brésil)

SOMMAIRE

Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa trente-troisième session (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

GE.01-15466

La séance est ouverte à 10 h 20.

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES SUR SA TRENTE-TROISIEME SESSION (point 23 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1413; E/CN.4/1420)

1. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) dit qu'à la séance précédente, la délégation brésilienne a fait une déclaration très instructive qui contenait notamment plusieurs remarques pouvant présenter de l'intérêt pour l'examen du point de l'ordre du jour en discussion. Il propose que cette déclaration soit publiée comme document de travail de la Commission.

2. Après un échange de vues auquel participent M. MARTINEZ (Argentine), M. SOFINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) et le Vicomte COLVILLE of CULROSS (Royaume-Uni), le PRESIDENT, faisant remarquer que le compte rendu analytique reflétera ce qui a été dit à la séance précédente, pense qu'il serait peut-être plus expéditif que la délégation brésilienne distribue des copies de sa déclaration aux membres de la Commission. En l'absence d'objections, il considérera que la Commission est d'accord sur cette manière de procéder.

3. Il en est ainsi décidé.

4. Mme DAES, Rapporteur spécial, présentant l'étude sur les devoirs de l'individu envers la communauté et les limitations des droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1 et Add.1 à 7) dit que son rapport peut être divisé en trois parties principales : les devoirs de l'individu; les limitations à l'exercice de certains droits de l'homme; et la protection des droits de l'homme en cas de danger public exceptionnel. Pour préparer cette étude, elle a pris en considération les réponses des gouvernements et des institutions spécialisées à son questionnaire, la Charte des Nations Unies, les conventions internationales en vigueur, divers autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, des rapports de séminaires organisés sous les auspices des Nations Unies, divers autres documents de l'ONU ainsi que des études préparées par des rapporteurs spéciaux et différents ouvrages. Elle a aussi fait des recherches et des études comparatives sur un grand nombre de constitutions contemporaines de pays de toutes les régions du monde.

5. Pour rédiger les conclusions et recommandations de son étude, elle a pris en considération, notamment, la résolution 23 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle la Commission a notamment réaffirmé le rôle des individus et des organes de la société dans la promotion et la défense des droits de l'homme et a prié la Sous-Commission de continuer d'examiner la question des devoirs de l'individu envers la communauté et des limitations aux droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Sous-Commission a répondu par l'adoption de ses résolutions 6 (XXXIII) et 7 (XXXIII) dans lesquelles elle formule certaines recommandations pour adoption par la Commission.

6. L'objectif général de cette étude est de contribuer à définir la liberté garantie à l'individu par la loi, de proposer des directives et de fournir aux gouvernements des références sur la position de l'ONU concernant les principaux sujets de l'étude, d'examiner et de définir les devoirs et les responsabilités de l'individu envers la communauté et d'indiquer quels sont, aux échelons national, régional et international, les principales procédures et les principaux recours judiciaires et autres existant contre les restrictions illégales ou arbitraires apportées aux droits et libertés individuels. Cette étude a l'ambition de déboucher sur une action concrète et de servir à éclairer l'opinion publique sur les questions relatives aux droits de l'homme

dont elle fait l'analyse. L'accent a été mis en particulier sur l'interprétation des articles 29 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur celle du cinquième alinéa du préambule commun aux deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

7. Mme Daes pense que les dispositions de l'article 29 de la Déclaration universelle, comme d'ailleurs celles des autres articles de la Déclaration et des articles pertinents des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, devraient être utilisés comme une sorte de bouclier pour protéger l'individu et comme un moyen de donner à tous les êtres humains, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, cette dignité pour laquelle l'homme a été créé.

8. A l'époque moderne, le monde entier forme, du moins pour certaines choses, une seule et même communauté. C'est une des considérations qui a inspiré la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont les dispositions constituent ou bien des principes généraux de droit, ou bien l'expression de considérations humaines élémentaires applicables à l'ensemble de la communauté mondiale.

9. L'étude traite de l'idée fondamentale de liberté garantie par la loi dans une communauté véritablement démocratique; des principes fondamentaux du respect de la dignité humaine, de l'égalité devant la loi, de la légalité, de la justice, de l'égalité et de la non-discrimination; des principes moraux, politiques, juridiques et jurisprudentiels relatifs au droit de l'individu de développer librement et pleinement sa personnalité dans une communauté démocratique; et de la notion de responsabilité morale, juridique et générale de l'individu.

10. L'expression de "liberté garantie par la loi", telle qu'elle est comprise dans cette étude, signifie que chaque fois qu'il y a conflit entre la liberté personnelle de l'individu et d'autres droits ou intérêts, c'est la liberté de l'individu qui doit l'emporter. La "liberté personnelle" signifie la liberté pour chaque individu soumis à la loi de penser ce qu'il veut, d'exprimer librement son opinion et de se rendre là où il le désire sans obstacle ou entrave. Un juste équilibre doit être trouvé entre cette liberté et le respect des droits et libertés d'autrui, et les exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique. La loi, qui protège les individus les uns contre les autres, défend aussi les droits de l'individu contre le pouvoir de l'Etat, et l'Etat contre les abus de l'individualisme.

11. La première partie de l'étude comprend une section relative à la valeur et aux effets de la Déclaration universelle des droits de l'homme sur le plan juridique. Mme Daes aboutit à la conclusion que la Déclaration universelle des droits de l'homme a une valeur "quasi juridique" par distinction avec un instrument qui serait la source et l'origine de droits et d'obligations juridiques, mais qu'elle a néanmoins des effets juridiques en cela qu'elle étend la portée du droit coutumier et conventionnel.

12. Les paragraphes 521 à 527 sont consacrés à une étude de la valeur juridique du cinquième alinéa du préambule des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. La conclusion de Mme Daes, qui se fonde sur le paragraphe 2 de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités est que cet alinéa sert d'introduction aux articles qui suivent et en facilite l'interprétation. Il rappelle à l'individu, premièrement, qu'il a des droits envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et, deuxièmement, qu'il est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits de l'homme reconnus dans les Pactes internationaux.

13. La Déclaration universelle des droits de l'homme ne traite pas en détail des devoirs et obligations de l'individu envers l'Etat, mais au paragraphe 1 de son article 29, il est précisé que "l'individu a des devoirs envers la communauté" et que c'est seulement dans la communauté que "le libre et plein développement de sa personnalité est possible". Le mot "devoir" est un terme employé de manière assez laxiste pour désigner toute action qui est considérée comme incombant moralement ou légalement à une personne, indépendamment de ses convictions et penchants personnels. L'idée de "devoir" à remplir implique l'existence d'une règle morale ou légale régissant les rapports entre certaines personnes ou entre l'individu et la communauté.

14. Il est du devoir de l'individu de se conduire envers autrui de telle manière que chaque personne puisse pleinement former et développer sa personnalité. Les droits et devoirs sont liés dans une certaine mesure aux activités sociales et politiques de l'homme. Le devoir légal de promouvoir le respect des droits de l'homme comprend le devoir légal de les respecter.

15. La controverse concernant la position de l'individu vis-à-vis du droit international se poursuit toujours : si les Etats sont encore considérés comme les seuls sujets de droit international, certains droits, devoirs et responsabilités internationaux des individus ont été reconnus dans le droit international coutumier ou conventionnel. On peut craindre que les graves violations des droits de l'homme qui se produisent dans de nombreuses parties du monde ne s'accroissent encore si la communauté internationale ne prend pas des mesures immédiates pour protéger efficacement l'individu.

16. L'examen de certaines règles internationales de fond, des conventions internationales pertinentes, des chartes des tribunaux militaires internationaux de Nuremberg et d'Extrême-Orient, des Pactes internationaux et du Protocole facultatif annexé au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que de plusieurs affaires et circonstances ayant posé le problème de la personnalité internationale de l'individu ont montré que l'individu possède en fait une certaine capacité en droit international. Mais on peut dire qu'il s'agit d'une capacité limitée, différente de celle de n'importe quelle entité politique.

17. Il n'existe actuellement aucun tribunal criminel international ayant compétence pour juger des individus coupables de crimes contre la paix, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, ni aucun code pénal international applicable à l'individu.

18. En ce qui concerne la deuxième partie de l'étude, concernant les limitations à l'exercice de certains droits de l'homme, Mme Daes fait remarquer que la liberté de l'individu est limitée par la liberté d'autrui et par les exigences raisonnables de la communauté. Ces limitations sont reconnues, tout d'abord, au paragraphe 2 de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et deuxièmement, aux articles 4 et 8 (paragraphe 1 c)) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'aux articles 4, 12 (paragraphe 3), 14 (paragraphe 1), 18 (paragraphe 3), 19 (paragraphe 3), 21 et 22 (paragraphe 2) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les principes généraux régissant les restrictions apportées aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales sont définis au paragraphe 2 de l'article 29 et à l'article 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 4, 5 et 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et aux articles 4, 5, 12, 14, 18, 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

19. Le chapitre II de la deuxième partie du rapport contient une étude détaillée sur la signification et la portée des normes, des concepts et des termes relatifs à ces limitations. L'une des conclusions du Rapporteur spécial est que les dispositions de l'article 29 de la Déclaration universelle et des articles pertinents des Pactes internationaux limitent également les droits et pouvoirs de l'Etat afin de garantir qu'il ne sera pas fait usage à des fins indues de limitations ou restrictions apportées à l'exercice des droits.

20. Parmi les principes qui doivent régir les limitations, le principe du respect de la dignité de l'individu est le premier qui soit reconnu dans la Déclaration universelle. Reconnaître que les droits de l'homme sont absolus et que les restrictions apportées à leur exercice constituent l'exception est fondamental pour la protection des libertés individuelles.

21. Une disposition constitutionnelle relative au principe de l'égalité ne constitue pas simplement un principe directeur : elle impose au pouvoir judiciaire l'obligation de s'assurer que le pouvoir législatif a appliqué le principe de l'égalité des individus et de déclarer, quand ce principe a été violé, que les lois en cause ne doivent pas être appliquées.

22. Parmi les critères régissant l'imposition de limitations ou de restrictions à l'exercice de certains droits de l'homme et de certaines libertés fondamentales, le plus important est que les limitations aux restrictions doivent être légales. En outre, elles doivent être justifiées par des raisons bien précises, notamment par le souci de garantir le respect des droits d'autrui, l'ordre public, la santé publique, la morale et la sécurité nationale. Sur la base des motifs ci-dessus, et toujours selon ce que dit la loi, les Etats peuvent imposer des limitations ou des restrictions à l'exercice de certains droits individuels, mais ces limitations ou restrictions doivent être autorisées par la Constitution. Il ne devrait pas être imposé de limitations aux droits de l'homme et aux libertés si ce n'est aux fins auxquelles ces limitations ont été prescrites et celles-ci ne devraient pas rester en vigueur au-delà de la période requise.

23. Les restrictions aux droits de l'homme imposées par le pouvoir législatif devraient être limitées. Le corps législatif est, certes, l'organe politique souverain de l'Etat, et il a, à ce titre, le droit et le devoir de contrôler le pouvoir exécutif et les autorités administratives, dont le droit d'imposer directement des limitations devrait avoir un caractère exceptionnel et être révisé à intervalles réguliers.

24. La législation d'un Etat moderne ne devrait prévoir ces limitations que si elles sont nécessaires pour garantir les droits et libertés d'autrui et pour satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public, de la sécurité publique, de la sécurité nationale, de la santé publique et du bien-être général dans une société démocratique. Toutefois, quelques-uns de ces concepts échappent à une définition uniforme au niveau international; leur véritable teneur ne peut être évaluée que de façon pragmatique et dans la recherche d'un équilibre entre l'héritage spirituel d'une société et les besoins du développement moderne, d'une part, et entre les droits et libertés individuels et le bien-être général de la collectivité dans son ensemble, d'autre part.

25. Chaque Etat devrait s'efforcer de fixer des limites à la détention préventive, afin de sauvegarder les droits fondamentaux de l'individu.

26. Ce n'est que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels que le "bien-être général" est un motif autorisant à imposer des limitations aux droits de l'homme. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne contient aucune clause relative à cette notion, car elle comporte un risque d'abus. La notion de "bien-être général" varie dans le temps et selon l'état de la société et de ses besoins. Les droits de l'homme peuvent être limités, en particulier dans les pays les moins avancés, au nom du "bien-être général", dans l'intérêt du développement économique et social, mais cette limitation ne doit être que temporaire.

27. Le terme de "démocratie" a longtemps servi à désigner une forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir politique est détenu par un grand nombre de personnes et non par quelques-unes. Il signifie que c'est une majorité qui gouverne dans l'intérêt de tous et qu'il n'y a pas de démocratie quand une minorité domine. Le terme de "société", utilisé au sens large dans la Déclaration universelle et les Pactes internationaux, devrait désigner la collectivité, le public ou les gens en général; l'expression "société démocratique" n'est pas définie dans les Pactes internationaux, et il faudrait donc se guider sur l'article 21 de la Déclaration universelle.

28. L'expression "exclusivement en vue de" limite le pouvoir qu'ont l'organe exécutif et les autorités administratives d'apporter à l'exercice des droits de l'homme des limitations et des restrictions autres que celles qui sont expressément prévues dans les dispositions pertinentes de la Déclaration universelle, des Pactes internationaux et de la législation nationale.

29. En principe, les droits de l'homme ne peuvent produire pleinement leurs effets que lorsqu'ils sont directement consacrés dans la législation interne et qu'ils peuvent être invoqués par des particuliers devant les tribunaux. Cela suppose que les tribunaux soient habilités à déclarer nulles et non avenues les dispositions légales qui restreignent un droit fondamental plus que ne le prévoit la Constitution.

30. Les organes nationaux, locaux, régionaux et internationaux devraient avoir le pouvoir d'examiner de droit si les restrictions prévues par la législation nationale ou la Déclaration universelle et les Pactes internationaux ont été utilisées de façon abusive, même si elles n'ont pas été expressément invoquées par la personne concernée.

31. Les procédures de mandamus, habeas corpus, prohibition et amparo, ainsi que le recours devant les tribunaux administratifs ou constitutionnels ou le contrôle par l'Ombudsman sont essentielles pour la protection de l'individu. D'autres procédures et recours sont exposés en détail dans l'additif 5 du rapport. Ces recours devraient être considérés comme un droit constitutionnel assurant la protection de l'individu en cas de poursuites et de détention illégales, d'actes illégaux ou d'omissions commis par des particuliers ou par des fonctionnaires, qui restreignent ou menacent de restreindre les droits et libertés individuels dont le respect devrait être garanti. Les peuples et les gouvernements devraient être appelés à observer le principe contenu dans la Déclaration universelle et à accroître leurs efforts afin de promouvoir la liberté et la dignité humaine.

32. La plupart des systèmes juridiques prévoient une dérogation aux garanties constitutionnelles en temps de guerre ou en période d'urgence lorsque c'est la population entière d'un pays, et non certains groupes, qui est concernée, et que la situation constitue une menace pour l'existence même de la communauté. Conformément à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'état d'urgence doit être

proclamé officiellement par l'Etat partie intéressé, qui ne peut prendre des mesures en dérogeant à ses obligations que dans la stricte mesure où la situation l'exige. Qui plus est, ces mesures ne doivent pas être incompatibles avec les autres obligations qu'impose à l'Etat partie le droit international et elles ne doivent pas entraîner une discrimination fondée uniquement sur la race, le sexe ou la religion. Certains instruments internationaux prévoient expressément que les Etats peuvent restreindre l'exercice des droits de l'homme garantis aux niveaux national et international en cas de danger public. C'est là une des raisons pour lesquelles les états d'urgence et leurs effets doivent être soigneusement examinés par les organes responsables afin de s'assurer de l'application des instruments internationaux pertinents en matière de droits de l'homme. Il appartient au gouvernement intéressé de prouver qu'il y a réellement danger public exceptionnel et que les mesures de restrictions des droits et libertés individuels sont nécessaires. Même en situation de danger public exceptionnel, il doit y avoir primauté du droit. Etat d'exception ne veut pas toujours dire violations des droits de l'homme. Même en cas de danger public exceptionnel, il ne doit pas y avoir de dérogation aux articles 6, 7, 8, 11, 15, 16 et 18 du Pacte international sur les droits civils et politiques.

33. Les principales recommandations du rapport, dont le Rapporteur spécial espère qu'elles seront adoptées par la Commission sont : a) la préparation d'un projet de déclaration sur les principes régissant les responsabilités de l'individu en ce qui concerne la promotion et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la société contemporaine; b) la préparation d'un rapport sur la place de l'individu dans le droit contemporain relatif aux droits de l'homme; c) l'élaboration d'une résolution en forme de déclaration définissant les limitations et les restrictions à l'exercice de certains droits de l'homme sur la base de principes et de normes communs; et d) l'élaboration d'une résolution en forme de déclaration portant sur la protection des droits de l'homme dans les situations de danger public exceptionnel, et contenant des principes et des normes communs.

34. Les recommandations relatives à l'enseignement et à l'éducation en matière de droits de l'homme, fondées sur la résolution 23 (XXXVI) de la Commission, méritent une attention particulière. Cette éducation doit être rendue accessible à tous les individus sans discrimination et dans tous les Etats, quels que soient leurs systèmes juridique, social, économique ou politique. L'instruction doit traiter du respect des droits de l'homme dans les cas de conflit armé et comprend un enseignement du droit international humanitaire dans les universités et les instituts d'enseignement supérieur. Le but doit être, entre autres, de contribuer au progrès économique et social et au maintien de la paix dans le monde.

35. M. GIAMBRUNO (Uruguay) qui a écouté avec intérêt l'exposé du Rapporteur spécial, dit que sa délégation approuve pleinement la teneur du rapport, notamment la définition de la démocratie et l'exposé de l'évolution du droit touchant les droits de l'individu ainsi que le bien général et les nécessités d'ordre public. Selon lui, la position de la Commission sur ce point a toujours été qu'il convient d'harmoniser autant que possible les deux aspects du droit, mais que les droits inhérents à l'individu doivent garder une priorité absolue.

36. M. Giambruno a le sentiment que la Commission devrait réaffirmer la nécessité d'autres études de ce genre et approuver la publication de celle dont il est question ici.

37. La délégation uruguayenne approuve sans réserve les conclusions qu'a présentées dans son analyse le représentant du Brésil lors de la précédente séance. Des organes subsidiaires comme la Sous-Commission risquent parfois d'outrepasser leur mandat, mais c'est à la Commission elle-même qu'il appartient de préciser les mandats qu'elle donne et de veiller à ce qu'ils soient respectés. La proposition de créer un groupe de membres

de la Commission à cet effet semble une bonne idée en principe mais, dans la pratique, le volume de travail de chaque session est tel qu'il sera difficile de réserver du temps à cette tâche. C'est pourquoi la Division des droits de l'homme pourrait peut-être procéder à une étude des moyens qui permettraient à la Commission d'améliorer ses méthodes de travail.

38. M. Giambruno est particulièrement préoccupé par la question de l'étude des communications. En moyenne, quelque 40 000 doivent être passées au crible avant chaque session et il s'ensuit que la sélection des points à examiner est arbitraire et souvent influencée par des considérations d'ordre politique, ce qui est regrettable. La faute n'en incombe pas à des individus ou des groupes, mais à la désorganisation résultant de l'accroissement de la charge de travail. Quoi qu'il en soit, la Commission se doit de faire preuve d'équité à l'égard de tous quand elle s'occupe des communications et il faut, par conséquent, qu'elle reconsidère ses procédures.

39. La délégation uruguayenne garde toute sa confiance en la Commission et rend hommage à ses efforts inlassables pour mener à bien une tâche ardue en très peu de temps et avec de maigres ressources. Il faut cependant qu'elle organise avec soin son travail si elle veut obtenir des résultats optimaux.

40. Le Vicomte COLVILLE de CULROSS (Royaume-Uni) dit que le rapport de la Sous-Commission sur sa trente-troisième session (E/CN.4/1413) est une contribution de poids et des plus utiles pour les travaux de la Commission. Il est malheureux que celle-ci ait accordé une attention insuffisante aux précédents rapports du même genre. La Sous-Commission a été un véritable partenaire de la Commission et celle-ci se doit, aussi bien pour la Sous-Commission que pour les victimes de violations des droits de l'homme dont elle peut avoir à connaître, de maintenir des communications satisfaisantes pour aider cet organe à s'acquitter des tâches qu'il peut accomplir plus efficacement que la Commission elle-même. Bien que la Sous-Commission ait un mandat étendu, il convient de l'encourager dans sa tâche en raison du rôle important qu'elle a à jouer dans la protection des droits de l'homme. La délégation britannique est cependant disposée à admettre que, dans certains cas, elle a pu outrepasser son mandat, particulièrement dans certaines dispositions des résolutions 8, 10, 15, 16, 20, 21 et 23 adoptées à sa trente-troisième session, et que les incidences financières de ses résolutions et décisions demandent à être examinées attentivement. Ces réserves sont cependant d'ordre avant tout formel et il ne faudrait pas les interpréter comme une critique de fond de la Sous-Commission.

41. Le Vicomte Colville de Culross souscrit également à certaines des critiques du rapport que le représentant du Brésil a présenté à la précédente séance et, en particulier, à celle selon laquelle la Sous-Commission aurait dû dans certains cas soumettre ses vues sous forme de recommandations à la Commission elle-même, au lieu de prendre directement contact avec les gouvernements ou avec des instances des Nations Unies. Il espère que le prochain rapport de la Sous-Commission tiendra compte des critiques constructives du représentant du Brésil et d'autres membres de la Commission et que celle-ci accordera dorénavant une attention suffisante aux activités de la Sous-Commission et lui donnera des directives.

42. M. BEAULNE (Canada) dit que sa délégation se félicite de la décision prise à la présente session par la Commission de donner une plus grande priorité à l'étude du rapport de la Sous-Commission E/CN.4/1413. Une grande partie des critiques visant la Sous-Commission aurait été sans objet si la Commission avait consacré dans le passé assez d'attention aux travaux de la Sous-Commission et lui avait fourni les directives qu'elle était en droit d'attendre d'elle.

43. La Commission devrait tenir compte des suggestions, recommandations et décisions de la Sous-Commission au fur et à mesure qu'elle aborde les points correspondants de son propre ordre du jour. Nombre de ces recommandations portent à juste titre sur la façon d'examiner les allégations de violations des droits de l'homme qui requièrent des mesures urgentes, et la Commission devrait faire un sérieux effort pour fournir le mécanisme approprié.

44. M. Beaulne rappelle qu'aux termes de son mandat, la Sous-Commission est habilitée à adresser à la Commission des recommandations ayant trait à la lutte contre les mesures discriminatoires de toute espèce prises en violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales et que, dans la résolution 8 (XXIII), la Commission a expressément invité la Sous-Commission à porter à son attention toute situation où lui semblerait exister un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme. A l'inverse, la Commission elle-même se doit d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur certaines situations dont l'étude lui apparaît particulièrement urgente. Il est réconfortant de constater que la Sous-Commission s'est bien acquittée de ses tâches à cet égard. Il est toujours utile que des experts indépendants, choisis pour leur compétence, suggèrent à la Commission des moyens de poursuivre sa propre action en vue de faire respecter universellement les droits de l'homme et leurs recommandations devraient faire l'objet d'un examen sérieux. Il serait extrêmement utile que, dans l'intervalle entre les sessions de la Commission, son bureau se réunisse pour étudier les recommandations de la Sous-Commission qui appellent des mesures d'urgence.

45. La délégation canadienne se félicite de la création par la Sous-Commission d'un groupe de travail chargé de promouvoir la ratification de divers instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme; cette initiative pourra contribuer à l'établissement d'un dialogue utile et constructif avec les Membres de l'Organisation des Nations Unies et les inciter peut-être à prendre des mesures appropriées. La délégation canadienne ne voit aucun inconvénient à la création d'un groupe de travail qui se réunirait avant la session de la Sous-Commission pour préparer l'examen par celle-ci de la situation en ce qui concerne les droits des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

46. M. Beaulne note avec satisfaction les diverses études que les experts ont commencées ou achevées à la Sous-Commission et il demande qu'une suite leur soit donnée lorsqu'il y a lieu. A ce propos, il appuie particulièrement la recommandation de la résolution 6 (XXXIII) de la Sous-Commission relative à la préparation d'une étude sur la condition de l'individu en droit international contemporain relatif aux droits de l'homme.

47. Le représentant du Canada fait observer que, dans le passé, des membres de la Sous-Commission, s'appuyant sur l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, ont désigné des suppléants chargés de les remplacer quand ils s'absentent. Les membres de la Sous-Commission ne sont pas désignés par leurs gouvernements mais élus par la Commission sur proposition d'un gouvernement, et la Commission peut seule autoriser la désignation d'un suppléant. Ce point devrait être précisé.

48. La délégation canadienne ne voit pas d'un oeil favorable la suggestion selon laquelle des représentants officiels d'Etats Membres devraient être nommés à la Sous-Commission comme c'est le cas à la Commission; elle préfère nettement la nomination d'experts indépendants et souhaite qu'on ne touche ni au statut actuel des membres de la Sous-Commission ni à leur mandat.

49. La délégation canadienne n'est pas non plus favorable à l'établissement d'un groupe de travail de la Commission qui serait chargé d'étudier le rapport de la Sous-Commission avant chaque session. Il appartient à chaque délégation de juger les travaux de la Sous-Commission au fur et à mesure de l'examen des points de l'ordre du jour de la Commission et à l'occasion de l'étude du rapport de la Sous-Commission auquel on devrait consacrer à l'avenir une priorité égale à celle qu'il a reçue durant la session en cours.

50. M. DIAGNE (Sénégal) se félicite que, pour la première fois depuis plusieurs années, la Commission accorde une attention suffisante au rapport de la Sous-Commission (E/CN.4/1413), dont les importantes recommandations ont souvent été négligées dans le passé. Le rapport est particulièrement riche et rend bien compte de l'excellent travail accompli par la Sous-Commission à sa trente-troisième session. Malgré certains signes de progrès dans le domaine des droits de l'homme, la Sous-Commission indique clairement que beaucoup reste à faire, en particulier dans des domaines tels que la lutte contre l'apartheid, le sort des personnes portées manquantes et la protection des travailleurs migrants. La délégation sénégalaise appuie donc les résolutions 1 (XXXIII), 2 (XXXIII) et 3 (XXXIII). Le fonds d'assistance dans le domaine des droits de l'homme, dont la création est recommandée dans le dernier de ces textes, ne permettrait pas seulement d'aider les pays à régler plus efficacement leurs problèmes en matière de droits de l'homme, mais offrirait aussi une assistance aux victimes de violations.

51. Il est particulièrement étonnant d'apprendre, à la lecture du rapport, que l'esclavage et la traite des esclaves survivent encore dans certaines régions du monde. Tous les gouvernements doivent contribuer, de tous leurs moyens à aider le Groupe de travail sur l'esclavage à assurer le respect rigoureux des instruments pertinents contre l'esclavage. L'apartheid, c'est-à-dire la négation de toutes les valeurs humaines, mérite aussi une attention particulière et la délégation sénégalaise appuie toutes les résolutions pertinentes de la Sous-Commission et demande instamment qu'elles soient considérées comme prioritaires. Elle est aussi profondément préoccupée du sort des personnes disparues dans diverses régions du monde et des souffrances imposées à leurs familles; elle demande donc instamment que le mandat du Groupe de travail de la Sous-Commission sur les disparitions forcées ou involontaires soit prolongé comme il est recommandé au paragraphe 1 de la résolution 18 (XXXIII), et que les travaux de cet organe reçoivent la plus large publicité.

52. M. Diagne félicite vivement Mme Daes pour son étude sur les devoirs de l'individu envers la communauté et les restrictions aux droits de l'homme et aux libertés. Il est évident que les droits de l'individu soient indissolublement liés à ses devoirs, parmi lesquels celui de refuser la discrimination à l'égard d'autrui. La délégation sénégalaise est favorable à l'adoption du projet de résolution contenu dans la résolution 7 (XXXIII) de la Sous-Commission.

53. En ce qui concerne le reproche fait à la Sous-Commission d'avoir outrepassé son mandat, M. Diagne estime que ce mandat doit être interprété de manière large et souple, compte tenu des tâches nouvelles et plus vastes qui incombent à la Sous-Commission. En réalité, il conviendrait peut-être même de modifier son titre pour qu'il devienne : "Sous-Commission des droits de l'homme". La Commission doit s'attacher à rendre les travaux de la Sous-Commission plus efficaces et consacrer une plus grande attention à son rapport. La constitution d'un groupe de travail de la Commission chargé d'examiner le rapport de la Sous-Commission serait certainement très utile.

54. M. POUYOUROS (Chypre) considère que les travaux de la Sous-Commission sont indispensables à ceux de la Commission, qui doit prendre suffisamment de temps pour étudier le rapport de cet organe. Il félicite particulièrement Mme Daes pour l'analyse complète et capitale présentée dans son étude, qui mérite une attention soutenue de la part de la Commission. Il appuie sans réserves les résolutions 6 (XXXIII) et 7 (XXXIII) de la Sous-Commission.

55. M. MARTINEZ (Argentine) dit que la Commission est tenue d'attirer l'attention de la Sous-Commission sur toute décision dans laquelle elle paraît avoir outrepassé son mandat. La Sous-Commission est indubitablement un organe subsidiaire de la Commission et doit donc l'assister dans ses travaux. Quand les décisions prises par la Commission sur une question déterminée s'écartent de la recommandation qui avait été faite par la Sous-Commission, cette dernière doit renoncer à soutenir plus longtemps son propre point de vue, puisque c'est à la Commission qu'il appartient, en tant qu'organe politique, de déterminer les mesures à prendre. En outre, le fait que la Commission ne prenne pas de décision sur une recommandation déterminée de la Sous-Commission ne doit pas être interprété comme l'acceptation tacite de la recommandation en question, en particulier quand des considérations politiques sont en jeu. Il serait inacceptable de présumer que les décisions de la Commission sont adoptées par omission.

56. Si, d'aventure, la Sous-Commission éprouve un doute quant à son mandat précis, il appartient au secrétariat de l'éclairer ou de soumettre la question à la Commission pour qu'elle tranche. La Sous-Commission ne peut présumer qu'elle a reçu un mandat pour la seule raison que certaines des initiatives ou des décisions qu'elle a prises n'ont suscité ni commentaires ni objections de la part de la Commission.

57. Le rapport de la Sous-Commission traitant de la plupart des questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission, un examen détaillé de chacune des propositions qui ont été formulées anticiperait sur l'ensemble des travaux de la Commission à sa session en cours. M. Martinez suggère donc d'examiner les décisions proposées par la Sous-Commission sur les différents points de l'ordre du jour au fur et à mesure que la Commission étudiera les points correspondants.

58. Les membres de la Sous-Commission doivent continuer à agir à titre rigoureusement personnel, en qualité d'experts et en toute indépendance à l'égard des gouvernements. Dans l'exécution de leur mandat, ils doivent se borner aux questions précises qui leur sont renvoyées par la Commission et s'abstenir d'examiner des questions de nature politique et de se prononcer par un vote à leur sujet. A cet égard, il convient d'attirer l'attention de la Sous-Commission sur le fait que, quand la Commission lui demande un avis d'expert sur une question déterminée, elle entend être informée tout autant de l'opinion de la minorité que de celle de la majorité de ses membres. L'adoption de certaines décisions de la Sous-Commission par la procédure du vote signifie que la Commission n'est pas informée de l'opinion de la minorité, même dans le cas des résolutions par lesquelles la Commission est priée de prendre certaines décisions. Au niveau d'un groupe d'experts, les problèmes ne peuvent être tranchés par un vote.

59. La délégation argentine réserve son opinion sur les diverses résolutions de la Sous-Commission jusqu'à ce qu'elles soient examinées au titre des points pertinents de l'ordre du jour.

60. M. Martinez félicite Mme Daes de son rapport sur l'une des questions les plus délicates soumises à la Sous-Commission.

61. M. BOEL (Danemark) rappelle que son pays participe activement à l'action pour la protection des droits de l'homme dans le monde entier. Sa délégation a donc lu

avec un vif intérêt le rapport de la Sous-Commission sur sa trente-troisième session. L'une des tâches majeures de la Commission procède de son rôle législatif et normatif, en particulier dans l'élaboration des conventions internationales. Dans un certain nombre de cas, la Sous-Commission a accompli un précieux travail de défrichage pour la préparation d'importants instruments des Nations Unies sur les droits de l'homme. La délégation danoise est heureuse d'apprendre que cette tendance se maintient et que la Commission peut compter recevoir un certain nombre de propositions qui contribueront certainement à l'évolution du droit international dans le domaine des droits de l'homme.

62. La délégation danoise se félicite du dialogue que le Groupe de travail de session a engagé avec les Etats membres sur la promotion de l'acceptation universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme. Elle espère qu'il favorisera l'acceptation la plus large possible de ces instruments.

63. Au sujet de l'application des instruments concernant les droits de l'homme, M. Boel dit que, si ces instruments eux-mêmes ne prévoient pas le mécanisme d'application nécessaire, il convient de rechercher d'autres solutions. Le Groupe de travail sur l'esclavage a, par exemple, un rôle utile à jouer, attendu qu'aucun autre mécanisme existe pour surveiller l'application de la convention pertinente.

64. Le rapport révèle que la Sous-Commission est constamment confrontée à la question de savoir comment travailler de la manière la plus efficace et la plus propice à une action concrète. S'il n'est pas douteux que l'on puisse légitimement critiquer les procédures existantes, il importe néanmoins que les critiques ne puissent ternir la valeur de l'oeuvre accomplie par la Sous-Commission.

65. Mlle FELLER (Australie) dit que sa délégation constate avec plaisir que l'examen du rapport de la Sous-Commission a reçu la priorité à la session en cours; elle appuie fermement les travaux de la Sous-Commission, qui contribuent notablement à la promotion et à la protection des droits de l'homme en ce qui concerne la fixation des normes, la recherche et l'application des instruments fondamentaux dans le domaine des droits de l'homme. La délégation australienne pense, comme la Sous-Commission, qu'il faut développer davantage les possibilités ouvertes à l'Organisation des Nations Unies d'étudier les violations massives des droits de l'homme; elle estime que la Sous-Commission a véritablement un rôle à jouer à cet égard.

66. Au sujet de l'opinion exprimée par un certain nombre de délégations pour qui la Sous-Commission a peut-être outrepassé, jadis, les termes de son mandat, Mlle Feller déclare que la portée de ce mandat n'est pas clairement définie. Au surplus, la Commission elle-même n'a pas su se faire une idée suffisamment précise des tâches revenant à la Sous-Commission; elle doit donc se reconnaître partiellement responsable des "abus" qu'on a imputés à celle-ci. La Commission devrait examiner plus précisément le rôle que doit jouer la Sous-Commission. La création d'un Groupe de travail de session chargé d'analyser les rapports de la Sous-Commission n'est peut-être pas nécessairement la meilleure solution.

67. La délégation australienne fera connaître ses observations sur les questions de fond soulevées par les résolutions de la Sous-Commission au fur et à mesure de l'examen des points pertinents de l'ordre du jour par la Commission.

68. A propos de certaines questions de procédure concernant les travaux de la Sous-Commission, Mlle Feller rappelle que sa délégation a déjà exposé son opinion sur les propositions reprises dans la résolution 27 (XXXIII) de la Sous-Commission. Sans être hostile à une modification des règles d'élection à la Sous-Commission ni à la suggestion tendant à ce que la Sous-Commission soit autorisée à voter au scrutin secret dans certaines circonstances, la délégation australienne maintient néanmoins ses réserves quant à la proposition selon laquelle la Sous-Commission devrait tenir chaque année deux sessions de deux semaines chacune. Une telle formule risquerait d'ajouter aux difficultés rencontrées par certains membres ayant par ailleurs des obligations professionnelles. En outre et surtout, la continuité assurée par une session de quatre semaines et l'esprit de coopération qui s'instaure au long d'une telle période sont certainement plus propices à l'utilisation efficace du temps limité dont la Sous-Commission dispose.

69. Par ailleurs, la délégation australienne constate, non sans inquiétude, que les membres de la Sous-Commission, désignés comme experts à titre personnel, négligent parfois d'assister aux sessions de la Sous-Commission et se font remplacer par des suppléants. La suppléance ne doit pas être possible pour des personnes élues pour accomplir des tâches auxquelles leurs qualités propres les désignent. La délégation australienne espère que d'autres partageront ce point de vue.

70. Enfin, la délégation australienne félicite Mme Daes pour l'étude qu'elle a rédigée.

71. M. SOFINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) félicite Mme Daes pour son rapport, sans pouvoir néanmoins souscrire à toutes les conclusions qu'il contient.

72. Au sujet du rapport de la Sous-Commission, il juge souhaitable que les nouveaux membres de cet organe qui seront élus à la session en cours prêtent toute l'attention qu'elle mérite à l'analyse des travaux de la Sous-Commission à sa trente-troisième session faite par le représentant du Brésil. A cette session, la Sous-Commission a obtenu d'importants résultats, en particulier dans l'examen des questions de la discrimination raciale et des violations graves des droits de l'homme dans diverses régions du monde, y compris le Chili et d'autres pays à régime dictatorial, de même que dans les territoires arabes occupés par Israël. M. Sofinsky relève, en particulier, la décision de la Sous-Commission, exprimée dans sa résolution 2 (XXXIII), de continuer à mettre à jour la liste des banques, sociétés transnationales et autres organisations qui fournissent une assistance aux régimes racistes d'Afrique australe. La délégation d'URSS appuie aussi sans réserve la décision exprimée au paragraphe 3 de la même résolution.

73. En examinant les mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, la Sous-Commission s'est écartée des dispositions de la résolution 34/24 de l'Assemblée générale et de la résolution 14 D (XXXVI) de la Commission concernant la rédaction d'une étude sur les moyens d'assurer l'application des résolutions des Nations Unies sur l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale. M. Sofinsky espère que la Sous-Commission donnera la priorité à cette question à sa trente-quatrième session.

74. Il relève en outre que la Sous-Commission n'a pu examiner le rapport soumis en liaison avec l'étude du problème de la discrimination contre les populations indigènes, parce que le secrétariat n'a pas pu lui en fournir le texte dans toutes les langues de travail. Ce retard apporté aux travaux de la Sous-Commission est regrettable, en particulier parce que des membres des populations indigènes concernées avaient fait le voyage de Genève pour assister aux délibérations de la Sous-Commission.

75. M. Sofinsky a observé une tendance de la Sous-Commission à se charger de tâches étrangères à son mandat. Comme l'attestent un certain nombre des résolutions adoptées à la trente-troisième session, la Sous-Commission a accordé une attestation disproportionnée aux travaux de certains organes de l'Organisation des Nations Unies. La délégation d'URSS ne peut considérer cette tendance d'un oeil favorable et ne discerne nul besoin de modifier le mandat de la Sous-Commission. Bien que cet organe soit constitué d'experts indépendants, il doit néanmoins continuer à prendre ses directives auprès de la Commission. A sa trente-troisième session, la Sous-Commission a adopté diverses décisions sans tenir aucun compte de leurs incidences financières. En outre, dans plusieurs de ses résolutions, y compris les résolutions 18 (XXXIII) et 19 (XXXIII), la Sous-Commission a outrepassé son mandat en s'adressant directement aux Gouvernements. M. Sofinsky espère qu'à l'avenir, la Sous-Commission consacrera une plus grande attention aux questions relevant expressément de son mandat.

La séance est levée à 13 h.10.